

# COVID-19

redaction@sonapresse.com

## Face à la flambée épidémique, l'heure de vérité

**INTERVENANT** à la télévision vendredi en prime time, la Première ministre Rose-Christiane Ossouka-Raponda a situé, avec gravité, l'enjeu des jours et des semaines à venir autour de la lutte contre le fort rebond des infections au Covid-19, alors que s'installe la lassitude, voire le ras-le-bol, vis-à-vis des restrictions en vigueur depuis bientôt un an.

MBA ASSOUME  
Libreville/Gabon

La solennité du message et la gravité du ton n'ont échappé à personne. Ni le moment choisi pour les exprimer. C'est à une heure de grande écoute, vendredi, sur la télévision publique, que la Première ministre Rose-Christiane Ossouka-Raponda s'est adressée aux Gabonais pour leur montrer, avec une forme de dramatisation parfaitement compréhensible, combien "la situation est grave", du fait d'une seconde vague de la pandémie de Covid-19 se caractérisant par une augmentation "dramatique", et au quotidien, du nombre de contaminations, d'hospitalisations et de patients admis en réanimation. La preuve, par les chiffres, en a été donnée peu auparavant ce même vendredi. D'abord par son ministre de la Santé, Guy-Patrick Obiang-Ndong. Rien qu'au cours des deux derniers mois, le Gabon a enregistré plus de 4 000 nouveaux cas positifs au coronavirus, soit le tiers de l'ensemble des contaminations de mars à décembre (L'Union du week-end). Avec, à la clé, davantage de "personnes présentant des détresses respiratoires" et un nombre tout aussi important d'autres "hospitalisées avec des atteintes pulmonaires". Ensuite, à travers le tableau de bord de l'épidémie communiqué tous les deux-trois jours par le Comité de pilotage (Copil) du plan de veille et de riposte contre le coronavirus. À la date du 19 février, 446 nouvelles infections ont été enregistrées. Soit presque deux fois plus que l'avant-veille (242), certes à partir d'un nombre de tests de dépistage sensiblement différent (9 396 le 19 février contre 6 487 le 17). Ce qui, au passage, révèle une vérité de La Palice : plus on teste, plus on enregistre de cas. Et laisse ouverte l'hypothèse d'un nombre de contaminations plus élevé que celui qui est affiché par le Copil. On est bien loin des chiffres de



Photo: Wilfried MBINAHJ L'Union

**Du degré d'acceptabilité des restrictions par les Gabonais et de leur discipline vont dépendre la baisse des contaminations et, donc, de possibles allègements.**

décembre – en deux jours, entre le 26 et le 28, par exemple, seuls 13 nouveaux cas positifs, 3 hospitalisations, autant de patients en réanimation et aucun décès avaient été recensés – qui témoignaient d'une maîtrise de l'épidémie. On dénombrait alors 90 cas actifs et 64 décès dus au coronavirus. Moins de deux mois plus tard, nous en sommes respectivement à 1 216 et 75. C'est, évidemment, en considération de cette réalité-là qu'un premier tour de vis aux restrictions sanitaires avait été donné par le gouvernement le 23 janvier, puis un second le 12 février. Avec, en particulier, ce couvre-feu entrant désormais en vigueur dès 18 heures et qui cristallise bien des mécontentements aujourd'hui. En cela, l'intervention de la cheffe du gouvernement n'avait, non plus, rien de fortuit. Au bout de presque un an de pandémie, une partie de la population considère que le seuil d'acceptabilité des restrictions qui lui ont été imposées

pour en limiter la propagation est dépassé. Mercredi, répondant à des appels sur les réseaux sociaux, des Librevillois, notamment, se sont lancés à partir de 20 heures dans un concert de casseroles particulièrement bruyant. Des manifestations de protestation qui, débordant le lendemain sur la voie publique – et en violation précisément du couvre-feu –, ont malheureusement dégénéré en drame (deux morts) pour lequel la locataire du 2-Décembre a confirmé l'ouverture d'une enquête de justice. Nous voilà au cœur de l'enjeu des prochains jours et des semaines à venir : devant la flambée des cas de contamination rendue plus dangereuse encore par la présence sur notre sol du variant anglais – et l'épidémie touche de nouveau presque l'ensemble de nos provinces –, accepter individuellement et collectivement, au prix d'un ultime coup de collier et de sacrifices communs, des contraintes qui, jusqu'à la fin de l'année dernière, ont permis une

(relative) maîtrise de la pandémie de Covid-19, amenant d'ailleurs le gouvernement à des mesures d'allègement des restrictions. Mais pour cela, les Gabonais ont aussi besoin d'un message d'espoir, que n'a, au demeurant, pas manqué de délivrer Rose-Christiane Ossouka-Raponda. D'une part, en évoquant les modélisations faites par le Comité scientifique : moins de 50 contaminations quotidiennes à l'horizon de la mi-mars qui autoriseraient de nouvelles mesures d'assouplissement. Et, d'autre part, les progrès dans les démarches pour acquiescer, à brève échéance, un vaccin. De quoi engager une campagne vaccinale qui ouvrirait bien des perspectives. Autant dire qu'on aurait tort de développer des comportements propices à une épidémie hors de contrôle, au moment même où l'OMS se félicite d'une baisse des cas d'infection à l'échelle mondiale.

**MESSAGE À LA NATION DE LA PREMIÈRE MINISTRE**  
**PHRASES CHOCS ET ANNONCES**

- Chers concitoyens, la situation est grave.
- Ce virus n'est pas quelque chose d'anodin, contrairement à ce que certains tentent de faire croire.
- Nous savons, individuellement et collectivement, ce qu'il nous reste à faire. Notre destin est entre nos mains.
- Des discussions sont en bonne voie et des accords ont été trouvés pour un approvisionnement, dans les meilleurs délais, de doses de vaccins.
- Le gouvernement a pris la décision de rendre de nouveau gratuits les tests Covid-19 dont le coût était de 5 000 fca.
- Le gouvernement a augmenté le nombre de bus en circulation et prorogé la mesure de gratuité.

Mme Rose-Christiane OSSOUKA RAPONDA  
Première Ministre, Chef du Gouvernement

© D. Maixant MOUSSAVDU

# Ce qu'il faut lire derrière la dernière situation épidémiologique

Serge A. MOUSSADJI  
Libreville/Gabon

LES derniers chiffres du Copil indiquent que la pandémie regagne doucement du terrain sur l'ensemble du territoire. Si l'Estuaire, notamment la capitale gabonaise, forme, avec le Haut-Ogooué et l'Ogooué-Maritime le top 3 des provinces les plus touchées par le Covid-19, le vendredi 19 février vient de démontrer que les contaminations reprennent à l'intérieur du pays. Ce n'est pas encore les niveaux atteints lors de la première vague, mais, sans aucun respect des mesures barrières, on pourrait rapidement y revenir. Pour l'heure, seule la

Nyanga n'a pas encore déclaré de nouveaux cas. Pour se faire une idée du lent retour du virus vers l'arrière-pays, il faut remonter au 11 janvier dernier pour se rendre compte que seules les provinces de l'Estuaire et de l'Ogooué-Maritime affichaient quotidiennement de nouveaux cas. Les autres parties du pays indiquaient zéro au compteur, à ce moment-là. Ce qui n'est plus vraiment le cas. Le gouvernement a annoncé vendredi passé qu'il souhaitait voir le nombre de contaminations quotidiennes passer à 50, voire moins, pour lever les mesures sanitaires. Si on se base sur les données actuelles, ce nombre est de 93 chaque jour. Un chiffre qui



de plus en plus de personnes. Avec 74 hospitalisations enregistrées, on se rapproche doucement des niveaux du 19 juin 2020. À cette date, le Copil avait annoncé 102 personnes hospitalisées, suite au coronavirus, dans les différentes structures

sanitaires. À Libreville, cinq quartiers sont les plus atteints. Il est question de Nzeng-Ayong (425 cas relevés au 15 février passé), Agondjé (406), Bel-Air (190), Okala (105) et Charbonnages (102). La commune d'Owendo n'échappe pas

à la règle avec le quartier de Pédiatrie (58), Ça-métonne (49), Akournam II (30), Awoungou (28), SNI (23) et Alénakiri (21 cas relevés au 15 février passé). Une situation qui n'a pas véritablement changé sur les dernières heures.

## Transport: soulagement chez les usagers



Plus de bus pour soulager les populations dans leurs déplacements.

Sveltana NTSAME NDONG  
Libreville/Gabon

DEPUIS l'entrée en vigueur du couvre-feu fixé à 18 heures par les autorités, les populations de Libreville et sa périphérie vivent un véritable calvaire au moment de regagner leurs domiciles. Au point que des grappes humaines sont signalées en plusieurs endroits de la capitale à l'approche de l'heure fatidique. Une situation particulièrement stressante et qui nuit au respect des mesures barrières dans les véhicules de transport en commun. Et profite à certains transporteurs urbains qui profitent de l'occasion pour

augmenter les tarifs des trajets. Entre ces tracas et volonté des plus hautes autorités de tout mettre en œuvre pour freiner la propagation du Covid-19, la Première ministre Rose-Christiane Ossouka-Raponda a, vendredi dernier, annoncé une amélioration de l'offre de transport public. Le nombre de bus en circulation a été augmenté et la mesure de gratuité des transports prorogée. Une décision qui va soulager les populations pour leurs déplacements ainsi que leurs finances. De plus, l'offre de transport permettra aux Librevillois d'observer strictement le respect des mesures barrières dans les transports.

## Les tests à nouveau gratuits

Prissilia M. MOUITY  
Libreville/Gabon

LE test de dépistage du Covid-19 est de nouveau gratuit, a annoncé la Première ministre Rose-Christiane Ossouka-Raponda, dans son message à la nation le 19 février. " Conscient des difficultés engendrées par cette pandémie, le gouvernement a pris la décision de rendre de nouveau gratuits les tests Covid-19 dont le coût était de 5 000 FCFA ", a-t-elle déclaré. Le dépistage, cet élément de stratégie de riposte contre le coronavirus, est resté payant pendant près de cinq mois. En effet, dans le cadre de la deuxième phase du déconfinement, le gouvernement avait décidé, le 16 octobre, de rendre payants les tests à raison de 5 000 francs pour ceux qui vivent au Gabon et 20 000 pour tous voyageurs voulant y séjourner. Cette décision avait d'ailleurs suscité de vives réactions dans



Le dépistage au Covid-19 de 5000 francs redevient gratuit.

l'opinion. Cette dernière ne comprenant pas l'intérêt à facturer un service censé être gratuit pour les populations. Face à la résurgence de la maladie et au durcissement de certaines mesures restrictives (la présentation d'un test Covid négatif pour accéder aux lieux de culte et aux lieux de loisirs, etc.), il était plus qu'urgent que

le dépistage redevienne gratuit. Cela va certainement inciter les populations à davantage se faire dépister. Un des avantages du dépistage gratuit est que les autorités sanitaires pourront mieux évaluer le niveau de circulation du virus sur le territoire, repérer plus rapidement des cas positifs et casser la chaîne de transmission du virus.